



CENTRE
HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE
BORDEAUX



Cahier des Clauses Techniques Particulières

Prestation de transport d'agents hospitaliers en situation de handicap pour des trajets professionnels domicile-travail au profit du GHT Alliance de Gironde

[CONSULTATION N°26FHPSGL101](#)

1 CONTEXTE

Le CHU de Bordeaux emploie plus de 15 700 professionnels qui exercent leur activité sur plusieurs sites de la métropole bordelaise :

- Hôpital Pellegrin
- Hôpital Haut Lévêque
- Hôpital Xavier Arnoz
- EHPAD de Lormont
- Hôpital Saint-André
- Centre Jean Abadie
- Direction générale

Le CHU mène une politique ambitieuse d'accompagnement des professionnels en situation de handicap, formalisée dans le cadre de plusieurs conventions successives depuis 2008 avec le Fonds D'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPFHP). Le taux d'emploi de travailleurs handicapés déclaré en 2025 est de 6.03%, représentant 748 professionnels en situation de handicap, chiffre qui continue à progresser en 2026.

Le CH de Libourne emploie plus de **3554** professionnels qui exercent leur activité sur 4 sites géographiques :

- Robert Boulin, site principal, sur la commune de Libourne et regroupant l'ensemble des activités MCO et des plateaux techniques (Nouvel Hôpital);
- Garderose situé à 3 km du site principal, sur la commune de Libourne, regroupant les activités de Psychiatrie, SSR, écoles et institut de formation, EHPAD (114 des 340 lits et places) ainsi que la cuisine centrale et la Blanchisserie ;
- La commune de Saint Denis de Pile pour le FAM et 112 lits d'EHPAD.
- Une antenne des urgences sur le site du CH de Sainte Foy la Grande

Les différents services offerts par le Centre Hospitalier de LIBOURNE sont consultables sur le site internet de l'établissement à l'adresse suivante : <http://www.ch-libourne.fr/>

Le taux d'emploi de travailleurs handicapés déclaré en 2025 est 7.36% représentant 226 professionnels en situation de handicap, chiffre qui continue à progresser en 2026.

Plusieurs aides peuvent être mobilisées pour accompagner le recrutement ou le maintien en emploi des professionnels en situation de handicap. Parmi ces aides figure l'accompagnement domicile-travail des professionnels qui font face à des difficultés pour se déplacer sur leur lieu de travail en lien avec leur situation de handicap (mobilité réduite, maladie invalidante etc.), prévue par le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPFHP) et plafonnée à 12 000€ TTC annuel par agent, et conditionne donc les prestations prévues par ce marché. Cette aide est peu utilisée car n'intervient que lorsque d'autres compensations ne peuvent être mises en place (ou partiellement) : aménagement du véhicule personnel, covoiturage, appel au service Mobibus, télétravail, aménagements d'horaires. Ainsi, 2 professionnels sont actuellement concernés par ce dispositif et le CHU. Toutefois, ce nombre est susceptible d'évoluer.

2 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

La prestation concerne :

- Des transports domicile-travail (allers et/ou retours).

- Des déplacements dans le cadre des activités professionnelles (formation, réunions extérieures, prestations déclenchées par la mission handicap en relation avec d'autres intervenants pour les besoins du maintien en emploi, de l'évolution professionnelle, ou de la médecine préventive...).

Le lieu de travail est le lieu principal d'exercice de l'activité professionnelle mais peut inclure tout autre lieu d'exercice d'une activité ou prestation réalisée pendant le temps de travail de l'agent (entretiens, réunions, formation, bilans professionnels, visites de médecine préventive...). On parlera dans ce second cas de déplacements dans le cadre des activités professionnelles.

Actuellement, la prestation est calibrée en fonction des besoins de chaque agent, et ne couvre qu'une partie de l'ensemble des trajets hebdomadaires dans la majorité des cas (soit allers seulement, soit une couverture partielle des jours de la semaine ou des périodes spécifiques dans l'année).

Il s'agit de trajets planifiés, à caractère régulier et/ou ponctuel dans un délai convenu avec le prestataire.

L'aide peut être mobilisée de manière continue temporaire ou discontinue, par exemple pour des personnes dont l'état de santé ne nécessite pas un transport adapté au quotidien (mais seulement en phase de crise par exemple) ou uniquement pour le trajet aller (possibilité d'utiliser une solution alternative pour le retour).

Un accompagnement pourra s'avérer nécessaire dans certains cas, pour l'entrée dans le véhicule ou le retour à la porte du domicile/du bâtiment/de la banque d'accueil. Il s'agit d'une prise en charge légère qui permettra d'aider le bénéficiaire à s'installer dans le véhicule ou à en descendre, à se rendre jusqu'à la porte de son domicile, ou à se rendre à une banque d'accueil. Aucune aide de nature médicale ou paramédicale ne devra être apportée. Le besoin d'accompagnement sera précisé au stade de la demande de devis pour la prestation concernée.

La mise à disposition d'un véhicule de Transport pour Personne à Mobilité Réduite (TPMR) pourra être requis pour des agents en fauteuil (fauteuil roulant manuel ou électrique). Ce choix du véhicule relève de l'organisme titulaire et tient compte d'éventuelles spécificités de prise en charge identifiées dans le cadre de la commande initiée par le CHU de Bordeaux ou le CH de Libourne.

Le transport pourra être mutualisé, pour des raisons d'optimisation des coûts (jusqu'à deux agents maximums dans une même voiture).

La mutualisation du transport est à l'initiative du prestataire et s'effectue sur accord préalable et obligatoire du CHU de Bordeaux/CH de Libourne, si les conditions le permettent (sans allongement excessif de la durée du parcours).

Le prestataire veillera à affecter un chauffeur à un agent en particulier, dans la mesure du possible. En effet, le changement régulier de chauffeur pourrait engendrer des situations inconfortables (stress, anxiété, etc.) pour l'agent.

La qualité de prestation attendue, prend en compte les éléments suivants :

- L'accessibilité, c'est-à-dire la disponibilité des véhicules, adaptés au besoin de la personne (dont TPMR) ou du trajet, et la formation afférente des chauffeurs ;
- La fiabilité du service (facilité de réservation, réactivité, suivi) y compris la durée du transport, le respect des horaires ;
- La sécurité (protection contre les agressions, prévention des accidents, gestion des situations d'urgence, protocole sanitaire adapté en cas de pandémie ou si l'état de santé de l'agent le requiert selon préconisation du médecin du travail) ;
- Le confort de la personne transportée (confort matériel y compris équipements complémentaires, environnemental, respect de l'intimité) ;

- L'information du client : un interlocuteur dédié pour le suivi du marché, des commandes et son relais en cas d'absence, un contact direct du service exploitation pour les trajets en cours dont le numéro soit communicable aux personnes transportées ; continuité de l'information, en situation normale, en situation perturbée) ;
- La couverture géographique : service couvrant la Gironde et les départements limitrophes ;
- La sensibilisation des chauffeurs aux personnes en situation de handicap, visible ou non (transmettre éventuellement les formations suivies par les chauffeurs sur le sujet avec le cadre de mémoire méthodologie).

3 TYPE, NATURE DES TRAJETS ET COUVERTURE GEOGRAPHIQUE

Il s'agira soit de trajets simples c'est-à-dire allers ou retours, ou d'allers et retours, ainsi par exemple :

- Aller : prise en charge de la personne en situation de handicap à son domicile (au pied de l'immeuble ou devant l'entrée d'une résidence) et dépose de la personne à son adresse d'affectation (au pied de l'immeuble ou devant le bâtiment) ;
- Retour : prise en charge de la personne en situation de handicap à son adresse d'affectation et dépose de la personne à son domicile.

Les domiciles des agents se situent principalement sur la métropole bordelaise mais peuvent également se situer sur le département de la Gironde voire la Nouvelle-Aquitaine. Aussi, le trajet pourra correspondre à une prise en charge au domicile, pour déposer sur le lieu de travail, ou à une gare desservant le lieu de travail (et retour dans les mêmes conditions : lieu de travail ou gare -> domicile). Le prestataire devra pouvoir proposer une prestation sur le territoire de la Gironde.

Les agents du CHU de Bordeaux qui bénéficient actuellement de ce dispositif logent à Parempuyre et à Bègles et se rendent toutes deux sur l'hôpital Pellegrin. Toutefois, il est possible que ce nombre varie durant le marché.

Pour le CH de Libourne, 1 seul agent du bénéficie actuellement de ce dispositif. Il loge à Libourne intra- muros et se rend sur l'hôpital Robert Boulin. Toutefois, il est possible que ce nombre varie durant le marché.

Le prestataire devra se conformer aux modalités de couverture géographique proposées dans son mémoire technique.

4 AMPLITUDE HORAIRE

La prestation doit être adaptée à l'emploi du temps de chacun des agents concernés avec parfois des prises en charge très matinales ou tardives, en semaine ou le week-end.

Le prestataire devra préciser dans son offre (mémoire technique) les modalités de mise en œuvre de ces prestations au regard des attentes exprimées dans le présent article.

5 CONDITIONS DE RESERVATION

5.1 CHU DE BORDEAUX

Pour chaque besoin émergent la référente handicap du CHU ou du CH de Libourne sollicitera un devis auprès du prestataire en indiquant le nom de la personne concernée, la fréquence de trajets (trajets réguliers ou intermittents), la durée de la prestation, les conditions de réalisation (aller et/ou retour possibilité de trajets les samedis ou dimanches), adresse de prise en charge et lieu d'exercice professionnel.

La validation du devis sera formalisée par un bon de commande émanant de la direction des achats du CHU ou la direction des ressources humaines du CH de Libourne qui sera adressé par courriel à une ou des personnes référentes désignées par l'organisme titulaire.

Chaque bon de commande précise le nom du bénéficiaire, la durée de la prestation, le type de véhicule (TPMR ou léger), et trajets concernés (les adresses de prise en charge et de destination, nombres de kilomètres), le tarif de référence et le coût total.

Les personnes référentes désignées attestent de la réception des bons de commande par courrier électronique.

Les agents bénéficiaires transmettront chaque mois au prestataire entre 1 et 2 semaines avant le mois suivant, leur planning prévisionnel de trajets pour le mois suivant.

Les périodes de congés seront indiquées au prestataire par les bénéficiaires, et sont donc à déduire de la prestation.

5.2 CH DE LIBOURNE

Pour chaque besoin émergent la référente handicap du CH de Libourne sollicitera un devis auprès du prestataire en indiquant le nom de la personne concernée, la fréquence de trajets (trajets réguliers ou intermittents), la durée de la prestation, les conditions de réalisation (aller et/ou retour possibilité de trajets les samedis ou dimanches), adresse de prise en charge et lieu d'exercice professionnel.

La validation du devis sera formalisée par un bon de commande émanant de la direction des ressources humaines du CH de Libourne qui sera adressé par courriel à une ou des personnes référentes désignées par l'organisme titulaire.

Chaque bon de commande précise le nom du bénéficiaire, la durée de la prestation, le type de véhicule (TPMR ou léger), et trajets concernés (les adresses de prise en charge et de destination, nombres de kilomètres), le tarif de référence et le coût total.

Les personnes référentes désignées attestent de la réception des bons de commande par courrier électronique.

Les agents bénéficiaires transmettront chaque mois au prestataire entre 1 et 2 semaines avant le mois suivant, leur planning prévisionnel de trajets pour le mois suivant.

Les périodes de congés seront indiquées au prestataire par les bénéficiaires, et sont donc à déduire de la prestation.

6 CONDITIONS DE MODIFICATION ET D'ANNULATION

Des modifications pourront être apportées au planning de trajets initialement transmis :

- En cas d'empêchement immédiat et non prévu (arrêt maladie par ex.), chaque agent bénéficiaire de la prestation pourra prévenir directement le prestataire pour annuler le transport jusqu'à 1h30 avant la prise en charge
- En cas de modification des jours et/ou horaires de prise en charge, chaque agent bénéficiaire de la prestation pourra prévenir directement le prestataire pour ajuster les modalités de prise en charge, par mail, en ajoutant en copie dudit mail la personne référente de l'établissement concerné.

Toute autre modification telle que les lieux de prise en charge ou de destination, devra faire l'objet d'une validation préalable par l'établissement concerné. Un bon de commande rectificatif sera établi.